

# Décoloniser les Mécanismes de Financement des Programmes de Jeunesse de l'Union Européenne

## Policy Paper - Document Politique

### 1. Introduction

Ce policy paper<sup>1</sup> (ou *document politique*) a été élaboré par des jeunes participants et des organisations de Service Volontaire International (SVI) de toutes les régions du monde dans le cadre du projet Decolonise VS! (*Décoloniser le SVI!*) pour réfléchir aux concepts de solidarité et de décolonisation et aux changements nécessaires pour y parvenir.

Dans cet article, nous proposons **une réflexion critique sur les mécanismes néocoloniaux** qui persistent dans les structures de financement de l'Union européenne (UE), en particulier dans les programmes de jeunesse Erasmus+ et le Corps européen de solidarité.

En outre, nous proposons des recommandations sur la manière de décoloniser les processus de prise de décision, de financement et d'évaluation, et sur la manière de construire une solidarité mondiale parmi les organisations de volontariat.

### 2. Raison d'agir

Dans un contexte mondial de guerres persistantes, d'injustice sociale et de profondes inégalités, la société civile et les systèmes politiques ont la responsabilité de consolider les institutions démocratiques et de promouvoir des mécanismes générant inclusion, justice sociale et durabilité, tout en respectant les droits humains. Pour véritablement promouvoir ces valeurs, il est nécessaire d'adopter une perspective de décolonisation, en examinant et transformant tous les aspects qui renforcent les asymétries entre pays et sociétés. Bien que le processus de

<sup>1</sup> Ce document est aussi disponible en anglais et en espagnol. Vous pouvez retrouver les traductions [ici](#).

décolonisation puisse appartenir au passé, la colonialité persiste dans les relations entre États.

Selon le sociologue et philosophe péruvien Aníbal Quijano, la colonialité se réfère aux structures durables de pouvoir, de connaissance et d'être qui persistent même après la fin de la domination coloniale formelle<sup>2</sup>. Selon cette définition, la décolonisation n'est pas seulement un processus politique ou économique, mais implique également de questionner et de transformer les structures de pouvoir, de connaissance et d'identité profondément enracinées laissées par le colonialisme.

C'est dans le processus de prise de décision et les dynamiques de pouvoir entourant la distribution des ressources financières par les donateurs<sup>3</sup> que la perpétuation de ces inégalités est la plus évidente.<sup>4</sup> L'allocation des fonds et les règles intégrées à ces régimes jouent un rôle clé dans la perpétuation des relations néocoloniales.

Ces structures sont par exemple visibles dans la persistance d'une logique du 'Nord Global'<sup>5</sup> ou 'occidentale', considérée comme universelle. Cette forme de néocolonialisme repose sur l'idée que l'Europe fixe les normes sociales, économiques et culturelles dont s'éloignent les anciennes colonies.<sup>6</sup>

Cela se traduit par un manque d'inclusion des voix du 'Sud Global' dans les appels à projets, qui sont basés sur une vision néolibérale du progrès et de la croissance économique principalement développée à partir des centres de pouvoir et de pensée en Europe et en Amérique du Nord<sup>7</sup>, mais qui ne reconnaissent pas d'autres formes de développement.<sup>8</sup>

La dévalorisation de ces pratiques non européennes se reflète par exemple dans

<sup>2</sup> Quijano, A. 2000. *Coloniality of power and Eurocentrism in Latin America*. In *International sociology*, 15(2), pp. 215-232.

<sup>3</sup> Sur les 260 358 fondations analysées, seules 47 se trouvaient en Afrique, la majorité se trouvant en Europe et en Amérique du Nord. Johnson, P.D. 2018. [Global Philanthropy Report – Perspectives on the global foundation sector](#). pp. 13f.

<sup>4</sup> Mignolo, W.D. & Walsh, C.E. 2018. *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*. Duke University Press.

<sup>5</sup> Dans ce document, le terme 'Sud global' désigne tous les pays n'appartenant pas au [Comité d'aide au développement \(CAD\)](#) de l'Organisation de coopération et de développement économiques

(OCDE), qui compte 32 membres et représente le 'Nord global'.

<sup>6</sup> <https://forum-ids.org/wp-content/uploads/2016/03/JOB024-IVCO-2021-Think-Pieces-V5.pdf> & El-Lahib, Y. 2015. *The inadmissible "other": Discourses of ableism and colonialism in Canadian immigration*. in *Journal of Progressive Human Services*, 26(3), pp.209-228.

<sup>7</sup> Voir l'analyse critique de la politique fiscale de l'UE par le European Youth Forum: [220420-Fiscal-Policy-Position-Paper.pdf](#)

<sup>8</sup> Brouwers, A. & Le Ber, E. 2020. [The Neo-Colonial Europeanization of Africa. A post-development perspective on the communication of the AU-EU Partnership](#). pp. 4.

la racialisation<sup>9</sup> structurelle des peuples. Les personnes racialisées comme 'blanches' sont toujours considérées comme la norme et bénéficient de privilèges socio-économiques, tandis que les personnes racialisées comme 'indigènes', 'noires' ou 'de couleur' souffrent souvent de stigmatisation, d'exclusion, de désavantages et d'oppression. Il en va de même pour toutes les dimensions du pouvoir tracées par la colonialité, telles que la classe, le genre, l'orientation sexuelle et les capacités neurophysiques. Lorsque cette logique coloniale s'infiltré dans les politiques de l'UE, elle reproduit les discriminations, l'inégalité sociale et l'exclusion qu'elles sont censées combattre.

Pour construire un ordre mondial plus inclusif et global pour les prochaines générations, il est essentiel que toutes les parties prenantes examinent de manière critique toute pratique néocoloniale et d'exclusion possible pour promouvoir une diffusion de règles basée sur le dialogue et la négociation, respectant les valeurs de toutes les cultures. Il est donc essentiel d'analyser les mécanismes de financement européens existants et de voir comment ils peuvent être transformés pour s'aligner sur

la solidarité, l'égalité et les droits humains auxquels l'UE adhère officiellement.

Depuis la fin des relations coloniales entre les pays dans les années 1950 et 1960, l'UE traverse une période post-coloniale qu'il est important de reconnaître. Il est donc d'autant plus pertinent d'identifier les politiques, structures et mécanismes qui continuent à **perpétuer les approches néocoloniales**.

Cela est d'autant plus vrai étant donné que l'UE a un pouvoir normatif<sup>10</sup> pour "définir les conceptions du 'normal' dans les relations internationales"<sup>11</sup>. Elle a la capacité de s'approprier les valeurs auxquelles elle adhère en les décrivant comme 'européennes' et en donnant à sa politique étrangère l'objectif 'd'exporter' ces valeurs et principes vers d'autres pays.<sup>12</sup> Si l'UE veut utiliser son influence à l'étranger pour construire un ordre mondial plus inclusif pour les générations futures, il est essentiel d'analyser de manière critique les pratiques néocoloniales et d'exclusion qui persistent dans les mécanismes financiers de ses programmes et de promouvoir la diffusion de normes basées sur le dialogue et la négociation, reconnaissant et valorisant les cultures en dehors des canons eurocentriques.<sup>13</sup>

<sup>9</sup> "Nous employons le terme de racialisation pour signifier l'extension de la signification raciale à une relation, une pratique sociale ou un groupe qui n'était pas classifié auparavant sur le plan racial". Omi, M. & Winant, H. 1986. *Racial Formation in the United States / From the 1960s to the 1980s*. pp. 64.

<sup>10</sup> [https://www.eeas.europa.eu/node/15687\\_en](https://www.eeas.europa.eu/node/15687_en)

<sup>11</sup> Manners, I. 2002. *Normative Power Europe: A Contradiction in Terms?* *Journal of Common Market Studies*, 40, 235-258. pp. 239

<sup>12</sup> L'une des six priorités de la Commission européenne est de "promouvoir notre mode de vie européen", *Priorités 2019-2024 - Commission européenne*

<sup>13</sup> Manners, I. & Whitman, R. 2003. *The "difference engine": constructing and representing the international identity of the European Union*. in *Journal of European Public Policy*, 10:3, pp. 380-404.

Nous reconnaissons l'importance de ces programmes pour financer des projets dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport, de l'inclusion, de la diversité, de la transformation numérique, de la préservation de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, ainsi que de la participation à la vie démocratique et de l'engagement civique.<sup>14</sup>

Les organisations membres du projet Decolonise IVS! valorisent la dimension internationale du programme Erasmus+ et ses objectifs qui contribuent au **"développement humain et institutionnel, à la transition numérique, à la croissance et à l'emploi, à la bonne gouvernance, à la paix et à la sécurité"**.<sup>15</sup> Grâce à cette perspective, ce projet a été possible. Cependant, nous voulons générer des contributions à cette vision et miser sur une pratique dialogique horizontale entre les politiques de financement de projets pour examiner les processus et leur impact sur la consolidation de la paix.

À l'instar de ce qui se produit dans de nombreux secteurs de la société civile, dans les arts et les universités, les institutions européennes ont aujourd'hui la possibilité de rompre avec leur passé colonial en adoptant de manière proactive une pratique engagée de reconnaissance publique, de réparations et de compensations<sup>16</sup> et inverser les flux financiers dont la majeure partie reste dans le 'Nord global'.<sup>17</sup>

### 3. Recommandations politiques

Les recommandations suivantes sont les premières étapes pour décoloniser le financement des organisations de jeunesse, en renforçant les programmes Corps européen de solidarité et Erasmus+ avec l'objectif de contribuer aux principes de liberté, de participation, de solidarité, d'égalité et de droits humains.

<sup>14</sup> The Erasmus+ Programme Guide | Erasmus+ (europa.eu) pp. 7-10.

<sup>15</sup> The Erasmus+ Programme Guide | Erasmus+ (europa.eu) pp. 12.

<sup>16</sup><https://www.theguardian.com/world/2021/may/28/germany-agrees-to-pay-namibia-11bn-over-historical-herero-nama-genocide>

<sup>17</sup> Human Rights Funders Network - Trust Gap Report (hrfn.org), pp. 12-15.

## Recommandation 1: Décoloniser les processus de prise de décision.

*Assurer la participation d'une diversité d'organisations de jeunesse aux processus de prise de décision concernant les actions de financement d'Erasmus+ et du Corps européen de solidarité.*

La participation des jeunes aux prises de décision est l'un des 11 objectifs de la Stratégie de l'UE pour la jeunesse 2019-2027, qui vise explicitement à **"renforcer la participation démocratique et l'autonomisation des jeunes et à fournir des espaces adaptés aux jeunes dans toutes les sphères de la société"**.<sup>18</sup>

Décoloniser le processus de prise de décision signifie le confier aux personnes directement concernées par le programme et "rééquilibrer le pouvoir entre le financeur et le bénéficiaire, en investissant dans des relations de qualité et en faisant davantage confiance à ceux qui réalisent le travail".<sup>19</sup> Cela implique également de rejeter le

symbolisme et de reconnaître l'adultisme comme une forme de violence contre les jeunes. Les décisions de financement sont souvent prises par des adultes éloignés des réalités et des défis rencontrés par les jeunes.<sup>20</sup>

En impliquant les organisations de jeunesse<sup>21</sup> de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE dans les processus de prise de décision et les dialogues interculturels, l'UE atteindra non seulement ses objectifs de jeunesse, mais renforcera également l'efficacité et la légitimité de ses programmes de financement<sup>22</sup> et contribuera à ses valeurs d'égalité et de droits humains.

Cela implique la participation des jeunes directement concernés par les programmes à l'évaluation des besoins, à la définition des priorités et des thèmes pour des appels à projets spécifiques au contexte, à l'élaboration des critères de sélection et des conditions de financement, ainsi qu'à la mise en œuvre et à l'évaluation

qu'approche efficace pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, le changement climatique, etc : "L'approche consistant à établir des partenariats avec les communautés et les unités locales de gouvernement, notamment en plaçant les ressources sous le contrôle direct des groupes communautaires, a permis de fournir des services de base de manière efficace et inclusive et, lorsqu'elle est maintenue dans le temps, de réduire la pauvreté de manière mesurable, en particulier parmi les populations et les communautés les plus pauvres."

<sup>18</sup> [Youth Goal #9: Space and Participation for All](#)

<sup>19</sup> [The New Humanitarian | Ten efforts to decolonise aid](#)

<sup>20</sup> UNICEF, [What do we say when we talk about violence against children and adolescents?](#), 2023

<sup>21</sup> Afin d'éviter tout symbolisme, il est essentiel de veiller à ce que ces organisations représentent une diversité de jeunes, y compris de groupes indigènes.

<sup>22</sup> Même des bailleurs de fonds très traditionnels comme la [Banque mondiale](#) misent déjà de plus en plus sur les programmes communautaires en tant

de projets décentralisés et axés sur l'équité.<sup>23</sup>

Conformément à l'Objectif 11 et à son objectif "d'assurer des ressources suffisantes des programmes de l'UE pour que les organisations de jeunesse développent des projets et accèdent à un soutien structurel pour mener à bien leurs missions et soutenir leur travail"<sup>24</sup>, nous soutenons la recommandation du Forum européen de la jeunesse (YFJ) de "mettre en place un groupe de parties prenantes Erasmus+ avec des organisations de jeunesse représentatives et des bénéficiaires pour se réunir au moins deux fois par an avec la Direction générale de l'éducation et de la culture (DG EAC) et l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) pour discuter des progrès de la mise en œuvre des activités du programme Erasmus+ et des questions relatives aux bénéficiaires" et "augmenter la transparence et la communication sur les processus de décision et de consultation au sein de la DG EAC et de l'EACEA pour garantir que les voix des jeunes bénéficiaires soient entendues"<sup>25</sup>.

Ce groupe de parties prenantes devrait inclure au moins 30% d'organisations ou de réseaux de jeunes provenant de régions hors d'Europe, afin d'aborder les questions clés auxquelles les jeunes du monde entier sont confrontés. Les questions mondiales telles que la justice climatique doivent être

résolues par un consensus de toutes les régions du monde, et non d'une seule.

## Recommandation 2: Engager des organisations de jeunesse extra-européennes.

*Faciliter les échanges entre les organisations de jeunesse afin de renforcer la solidarité et de contribuer à la paix.*

Pour aborder des questions mondiales telles que l'engagement civique, la paix et la solidarité, le climat et la justice sociale, il est essentiel de rassembler les jeunes du monde entier pour remettre en question les mentalités, les pratiques et les systèmes néocoloniaux qui façonnent encore la dynamique du pouvoir entre les pays. La décolonisation est un concept relationnel et est impossible sans l'"Autre".

Par conséquent, afin de décoloniser les décisions de financement, il est essentiel que la CE affecte de manière directe les fonds disponibles aux organisations de jeunesse dans les pays qui restent exclus du programme Erasmus+, sans passer par une organisation européenne. Au lieu de canaliser l'argent vers des organisations basées dans l'UE, **ces fonds devraient contribuer aux programmes de**

<sup>23</sup> Global Change, [Equity-oriented evaluation to transform the international cooperation industry](#), 2023

<sup>24</sup> Youth Goal #11: [Youth Organisations & European Programmes](#)

<sup>25</sup> European Youth Forum, [The future of the Erasmus+ Programme](#), 2024, pp. 3.

## réparation et d'indemnisation destinés aux anciens pays colonisés.<sup>26</sup>

En outre, l'Action Clé 2 (K2) du programme Erasmus+ sur la coopération entre organisations et institutions devrait inclure des pays éligibles de toutes les régions, tandis que le programme du Corps européen de solidarité devrait être ouvert à un nombre égal de jeunes de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE, y compris des pays candidats, et être transformé en un **Corps mondial de solidarité** à part entière.

Par ailleurs, bien que d'autres programmes de financement de l'UE, tels que le programme européen d'éducation et de sensibilisation au développement (DEAR) ou le programme Horizon, accordent également la priorité à la participation des jeunes, leurs subventions sont trop importantes pour que les organisations de jeunesse puissent les absorber au sein de leurs structures habituelles. Il serait donc important de proposer des subventions plus modestes, définies en étroite collaboration avec les organisations et réseaux de jeunes.

<sup>26</sup> Dans la rubrique 'Jeunesse - Projets contractés dans le cadre des appels 2022', seuls 4 projets sur 4 816 ont été attribués directement à des "pays tiers non associés au programme" avec 19 organisations impliquées - contre 22 236 organisations de jeunesse basées dans l'UE. Elles ont reçu 685 042 euros sur 269 816 986 euros pour les projets (0,25 %). Voir Commission européenne, Direction

## Recommandation 3: Décoloniser les exigences en matière de financement et d'évaluation.

*Simplifier le financement Erasmus+ afin de le rendre plus accessible et gérable pour les organisations de jeunesse à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.*

Une étude commandée par le Comité de la culture et de l'éducation (CULT) du Parlement européen réitère dans son analyse la nécessité d'améliorer le volet 'jeunesse' du programme de financement Erasmus+ - en particulier:



une simplification, y compris du formulaire de proposition, et des orientations plus directes dans un langage clair et simple.<sup>27</sup>



Jusqu'à présent, la responsabilité et le partage d'informations sont toujours façonnés par des méthodes néolibérales

générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (2023). Rapport annuel Erasmus+ 2022 - Annexe. Office des publications de l'Union européenne.

<https://data.europa.eu/doi/10.2766/090374>

<sup>27</sup> CULT Committee, [EU funding programmes 2021-2027 in culture, media, education, youth and sports](#), 2023.

de production de connaissances<sup>28</sup> (comme le fait de s'appuyer sur des cadres logiques avec des indicateurs de 'réussite' étroitement définis, d'appliquer une pensée linéaire aux processus de changement et de se concentrer sur l'efficacité plutôt que sur la transformation), qui ne sont pas adaptées pour les organisations de jeunesse européennes mais aussi non-européennes.

Les processus de candidature ne sont pas seulement complexes, ils prennent aussi beaucoup de temps. À cela s'ajoutent les obstacles structurels auxquels sont confrontées les organisations de jeunesse basées en Europe mais aussi à l'étranger, de l'instabilité politique au manque d'infrastructures fiables.

La CE devrait donc réviser et tester - en collaboration avec le groupe de parties prenantes du programme Erasmus+ mentionné plus haut - ses exigences en matière de candidature et de rapport tout en mettant en œuvre le retour d'information des organisations travaillant avec et pour les jeunes. **Les procédures de demande et de rapport devraient être simplifiées, transparentes et adaptées aux réalités des jeunes.**

Cela devrait inclure **l'offre de cours sur place et en ligne sur la façon d'utiliser le portail de financement** - lié à des systèmes réformés et simplifiés - car c'est l'un des plus grands obstacles pour les organisations de jeunes.

Pour soutenir ces organisations au cours du processus de candidature, il serait utile de compiler **une première série de documents conceptuels succincts** (cinq pages maximum), suivis de conseils spécifiques fournis dans différentes langues locales pour préparer la proposition de candidature complète.<sup>29</sup>

En particulier dans le cas des programmes de jeunesse dans le cadre d'Erasmus+, les impératifs de réalisation des objectifs, des résultats et des produits détournent souvent l'attention des processus réels, authentiques et significatifs que les projets et les organisations de jeunesse peuvent mettre en œuvre.

<sup>28</sup> Renzo Guinto (2019): "Le colonialisme territorial est peut-être terminé depuis longtemps, mais la colonisation de l'esprit, de la culture, de la politique intérieure et de l'économie se poursuit et les réparations n'ont pas encore été effectuées".

<sup>29</sup> L'Agence norvégienne pour la coopération en matière d'échanges (Norec), par exemple, commence par un bref document conceptuel et

vérifie les exigences au moyen de ce qu'elle appelle une étude de faisabilité. Les projets/partenaires sélectionnés sont ensuite accompagnés dans leur candidature. Un autre exemple est celui de l'Agence norvégienne de coopération en matière d'échanges (Norec): [Free Virtual Trainings: How to Use GovGrants, Our New Grants Portal - Inter-American Foundation \(iaf.gov\)](https://www.norec.no/en/free-virtual-trainings-how-to-use-govgrants-our-new-grants-portal-inter-american-foundation-iaf.gov)



Quantité plutôt que qualité, temps plutôt que processus, indicateurs de productivité plutôt que des indicateurs d'apprentissage - il est nécessaire de réviser ces normes définies dans les appels à projet Erasmus+ afin qu'elles soient plus réalistes et spécifiques au contexte et adaptées aux possibilités et aux besoins des organisations de jeunes dans le but de parvenir à une transformation sociale et démocratique.

Une façon d'y parvenir est d'augmenter le montant des fonds non alloués dans la demande de financement et de donner aux candidats la possibilité de passer d'une ligne budgétaire à une autre.

Enfin, il est essentiel que le financement comprenne **le remboursement de tous les coûts opérationnels** des organisations de jeunesse, tels que les frais de déplacement, l'accès aux connaissances et les services de traduction. Ce type de financement flexible, continu et à long terme permet aux organisations de jeunesse de planifier et de répondre aux nouveaux défis et opportunités, et leur permet de définir et de travailler durablement sur des priorités sélectionnées. Les structures de financement décolonisées devraient avoir l'avantage supplémentaire de prendre en compte et d'assumer la responsabilité des désavantages structurels auxquels les jeunes issus de contextes anciennement colonisés (existant à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe) ou transnationaux sont constamment confrontés.

Dans le contexte des négociations à venir sur le cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, l'UE doit veiller à ce qu'une diversité d'organisations de jeunesse puisse contribuer au développement et au renforcement du programme Erasmus+. Cela pourrait prendre la forme d'une nouvelle ligne de financement pour un programme mondial qui permettrait une allocation financière spécifique pour soutenir les organisations de jeunesse et les réseaux en dehors de l'UE, tout en incluant la collaboration Sud-Sud entre les organisations de jeunesse.

Un tel programme mondial devrait être mis en place sur **une base décentralisée avec des organisations de jeunesse du monde entier** et comprendre des systèmes de 'réaffectation' et une flexibilité permettant au bénéficiaire de distribuer des ressources financières avec moins de contraintes administratives. Un tel programme devrait également prévoir la possibilité d'un soutien et d'un suivi permanents des projets, ainsi qu'un financement lorsque les approches réussies sont transposées à plus grande

échelle. Il pourrait enfin inclure des microcrédits et des petites subventions pour soutenir les initiatives locales menées par les jeunes et les entreprises sociales, facilitant ainsi l'expérimentation et l'itération rapide.

En conclusion, nous soutenons fermement l'appel du YFJ à **doubler le budget actuel du programme Erasmus+** pour le porter à 52 milliards d'euros, ainsi qu'à **"augmenter l'engagement budgétaire du programme**

**en faveur de la jeunesse à au moins 15%, contre 10% actuellement"**.<sup>30</sup> Cette augmentation du budget contribuerait à la réalisation des recommandations énoncées ci-dessus, à savoir l'inclusion d'un plus grand nombre de jeunes dans les processus décisionnels du programme, non seulement en Europe mais du monde entier, et des exigences de financement plus souples pour les organisations de jeunesse.



Coordinating Partners



Partners



Associated Partners



Toutes les points de vue et opinions exprimés dans ce document politique sont ceux des partenaires du projet uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe. **Pour plus d'informations**, veuillez contacter Mme Anja Stuckert à l'adresse [anja.stuckert@icye.org](mailto:anja.stuckert@icye.org) ou Mme Mariela Ortiz Suarez à l'adresse [marielaortizsuarez@fundses.org.ar](mailto:marielaortizsuarez@fundses.org.ar)

<sup>30</sup> European Youth Forum, The future of the Erasmus+ Programme, 2023, p. 3.